

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

NÎMES, le 11/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**HYDRAPRO SAS**

ZA DU PIQUET  
35370 ETRELLES

Références :  
Code AIOT : 0006602641

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement HYDRAPRO SAS implanté lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 LEDENON. L'inspection a été annoncée le 04/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYDRAPRO SAS
- lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 LEDENON
- Code AIOT : 0006602641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La société HYDRAPRO (groupe B2F) exploite un site industriel de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau, principalement pour le marché des piscines et spa. Le site occupe une superficie de près de 6 hectares. Il est situé sur la commune de Lédénon, à une quinzaine de kilomètres au nord est de Nîmes, à environ 3km au sud du centre de Lédénon et 3 km à l'ouest du centre de Meynes, dans un milieu agricole principalement et avec la proximité d'un gîte à près de 20 mètres des limites du site.

L'activité du site consiste à réceptionner des substances chlorées en poudre, les mélanger, les presser pour former des pastilles ou galets ou encore de les ensacher directement sous forme pulvérulente. L'établissement emploie environ 47 agents permanents ainsi que des personnels intérimaires en période de pointe d'activité.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale sous-traitance
- produits chimiques – fiche de données de sécurité (FDS)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants et habilitations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
4	Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
6	Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
7	Formation des entreprises extérieures (plan de formation, contenu, traçabilité, vérification)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation, formation (liste des sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
3	Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
5	Organisation, formation (procédures d'urgence)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
8	Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
9	FDS respect des dispositions	Règlement européen du 19/12/2006, article 37.5	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'action nationale, objet de la présente visite, s'inscrit dans la suite de l'accident de Lubrizol/Normandie Logistic, survenu en 2019 à Rouen. Elle concerne la sous-traitance au sein des ICPE présentant des risques majeurs. L'objectif est de réaliser un état des lieux du niveau du respect des exigences réglementaires sur les aspects formation aux risques des entreprises extérieures (EE), maîtrise de procédés et maîtrise des procédures d'urgence des EE, au regard des dispositions exigées au titre du système de gestion de la sécurité (SGS - arrêté ministériel du 26/05/2014).

L'exploitant dispose d'une organisation de gestion et de suivi des EE intervenant sur son site de Lédénon, encadrée pour partie par des procédures intégrées à son système de gestion de la sécurité. Ces EE sont identifiées par l'exploitant et sont suivies par le site en propre et/ou soit par le siège de l'entreprise situé en Bretagne. Les personnels de ces EE intervenant pour travaux sont formés à leur arrivée sur le site lors de l'accueil, et les travaux sont suivis jusqu'à la réception du chantier. Ces missions sont assurées par le responsable maintenance et/ou la responsable de site.

L'inspection relève que l'organisation décrite par l'exploitant résulte bien pour partie de procédures existantes au titre du SGS, mais il ressort que certains points relèvent plutôt de bonnes pratiques non procédurées et non homogènes. L'organisation dépend du type d'EE intervenant ou bien du personnel Hydrapro en assurant le suivi.

D'autre part, certains sujets, tels que les exercices de sous-traitants aux situations d'urgence et la procédure relative à la formation des EE sont manquants. L'exploitant explicite sur ces points, lors de la visite, avoir identifié plusieurs pistes d'amélioration au titre du SGS qui sont en cours d'étude dans le cadre de sa démarche qualité.

Les écarts relevés lors de cette visite sont classés en "susceptible de suites" : ils nécessitent la transmission de justificatifs et l'élaboration de nouvelles procédures et/ou de procédures complétées au titre du système de gestion de la sécurité du site afin de pouvoir justifier d'un encadrement structuré de la sous-traitance des activités dangereuses et de l'existence d'exigences de formation et de certification renforcées des EE intervenants.

La visite a également permis de s'assurer par sondage du respect des dispositions relatives aux fiches de données de sécurité (règlement Reach). Ce point n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Organisation, formation (liste des sous-traitants)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Organisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'inspection une liste de l'ensemble des entreprises extérieures (EE) intervenant sur son site (48 EE enregistrées). Il s'agit d'une liste compilée en vue de l'inspection entre une 1ere liste suivie au siège et une 2eme suivie sur site, répartition qui se fait en fonction des missions des EE concernées.  La mise en place pérenne d'une liste compilée et complète sur site est en cours de réalisation par le responsable maintenance site et la responsable de site. Le suivi des contrats avec les EE est assuré via le logiciel ERP du site.  L'exploitant réalise pour chaque EE un plan de prévention rappelant notamment les consignes à respecter et précisant les modalités d'interface entre l'EE et le personnel Hydrapro.  Ce plan est rempli avec le responsable maintenance où en cas d'absence avec la responsable de site, en amont de l'intervention lors d'une visite préalable de l'EE lorsque nécessaire, où le jour même de l'intervention. Un plan de prévention annuel peut être établi en fonction du type de travaux et de sa récurrence. L'exploitant s'assure à son arrivée sur site, au moment de l'accueil de la diffusion des consignes aux personnels sous traitant intervenant sur site. Il vérifie la connaissance des entreprises extérieures via des audits de chantier qu'il réalise régulièrement tout au long de l'année. Ces points sont détaillés dans les constats suivants.  Aucune entreprise extérieure n'était présente sur site au moment de la visite. L'inspection a vérifié par sondage sur le carnet enregistrant les arrivées, sur les dernières journées passées, que les EE ayant émargé figurent bien dans le listing de EE fourni par l'exploitant. Aucune anomalie n'a été détectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants et habilitations)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> En complément du plan de prévention établi avec l'entreprise extérieure (EE) qui détaille les risques (cf constat précédent), l'exploitant établit une autorisation de travail journalière signée le jour même par le responsable maintenance et la personne de l'EE arrivant pour intervention sur site. L'objectif de cette autorisation est de définir précisément ce qui est à faire dans la journée et de vérifier les bonnes habilitations de la personne intervenant sur site.  Egalement, à son arrivée sur site, le personnel de l'EE s'enregistre à l'accueil sur le registre des entrées/sorties (ref SERYDEFO-24 version 2.0). Les consignes de sécurité et environnement (ref SERHYPPL-01 version 1.2) lui sont systématiquement remises à cette occasion.

La gestion des interventions de maintenance par des EE est décrite par la procédure référencée INFYDEPR-01 version 3.0. Elle décrit via un logigramme, pour les interventions faites par des EE sur travaux neufs, tâche préventive ou tâche curative, les différentes étapes à suivre depuis l'étude du projet jusqu'à la réception des travaux. Cette procédure prévoit notamment l'élaboration du plan de prévention, de l'autorisation de travail journalière et du permis de feu si nécessaire.

L'inspection constate que les procédures et consignes en place sur le site ne précisent pas :

- le rôle, la responsabilité et les actions de contrôle de chaque intervenant dans la gestion des EE : cela dépend des EE concernées, pouvant être suivies par du personnel d'Hydrapro distinct (sur site mais également au siège) et assurant une gestion et un suivi non homogène des EE.
- le mode de sélection des EE alors même qu'en pratique des critères d'habilitation existent, critères que l'exploitant indique difficile à respecter face au profil des entreprises locales ne disposant pas toujours des certifications adéquates demandées.
- le mode / les critères d'évaluation alors même que l'exploitant tient à jour annuellement la liste des EE étant intervenues sur site avec leur évaluation.
- la possibilité ou non de sous-traitance niveau 2 : sur ce point l'exploitant précise que cette configuration est possible et est mentionnée dans le plan de prévention établi et lors de l'autorisation journalière.

L'exploitant explicite avoir identifié ces pistes de travail et prévoit à ce stade de compléter la procédure INFYDEPR-01 sus citée ou bien de créer une procédure chapeau qui viendrait compléter les procédures en place. L'objectif est pour l'exploitant de définir et d'harmoniser la gestion des documents des EE, l'enregistrement des fichiers et la réalisation d'audits réguliers avec enregistrement du suivi réalisé.

L'inspection se fait confirmer que la difficulté de recrutement d'entreprises certifiées ne concernent pas les vérifications périodiques assurées sur les mesures de maîtrise des risques mais bien sur les travaux ponctuels ne touchant pas aux barrières de sécurité.

En l'absence d'EE présents sur site le jour de la visite, l'inspection a procédé à un contrôle documentaire par sondage sur les interventions des EE suivantes :

- Intervention du 28/07/22 : CITTS – structure bâtiment : aucun document papier/ numérique fourni par l'exploitant.
- Intervention du 4/7/22 de Franklin Sud Est – parafoudre : le dossier comporte le plan de prévention du 4/7/22, le titre d'habilitation électrique, l'autorisation journalière du 4/7/22, mais le permis feu pourtant coché sur le permis est manquant et la consigne n'est pas jointe.
- Intervention de Romu Service du 5/9/22 : le dossier comporte le plan de prévention et l'autorisation journalière datés du 5/9/22, copie de la consigne ainsi que la certification CACES.

Les documents relevés manquants sont à transmettre à l'inspection dans un délai d'un mois.

La/les procédure(s) ou instruction(s) nouvelle(s) et/ou complétée(s) en conséquence et permettant la maîtrise des procédés et d'exploitation des installations en sécurité, dont l'entretien et la maintenance sont sous-traitées, sont à transmettre à l'inspection sous un délai d'un mois.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 3 : Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> La gestion des interventions de maintenance par des entreprises extérieures (EE) est décrite par la procédure référencée INFYDEPR-01 version 3.0. Cette procédure prévoit notamment l'élaboration du permis de feu si nécessaire.  Cette procédure est complétée par le formulaire "permis de feu" référencé INFFYDEO-08 version 3.2. renseigné par la responsable de site ou la responsable maintenance. Le permis est valable sur une journée et permet de s'assurer de la prise en compte des précautions requises pour tout travail par point chaud.  Il précise le type de travaux, la nature des dangers, la mise en sécurité de la zone avant/pendant/après les travaux, il liste les personnes autorisées et prévoit la passation en cas de changement de poste.  Le permis de feu précise que l'intervention doit avoir lieu au moins 2 heures avant la fermeture du site ou du départ de la personne en charge de la surveillance et que toute intervention par point chaud est interdite le vendredi après 12h00. Le formulaire prévoit un contrôle à t+20min et à t+2heures après la fin des travaux par point chaud (passage de la caméra thermique pour contrôle des points chauds, 20 minutes puis 2h après la fin de l'intervention).  L'exploitant précise que le responsable maintenance (ou la responsable de site) assure un suivi de l'intervention donnant lieu à permis de feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Concernant les modalités de surveillance, pour le cas spécifique du permis de feu avec une EE, l'exploitant précise que le responsable maintenance (ou la responsable de site) assure un suivi de l'intervention donnant lieu à permis de feu : <ul style="list-style-type: none"><li>- à l'arrivée au moment de l'accueil</li><li>- au démarrage des travaux</li><li>- pendant les travaux</li><li>- à la fin travaux avec la vérification de la conformité des travaux</li><li>- post travaux à t+20min et t+2heures</li><li>- en inopinée via des audits lors des tours de site organisés à minima une fois par jour</li></ul> <p>Ce suivi spécifique de travaux donnant lieu à permis de feu n'est précisé que partiellement dans la procédure "permis de feu". L'exploitant identifie également pouvoir assurer un traçage plus rigoureux dans son fichier de suivi des EE.</p> <p>Concernant les autres travaux réalisés par les EE, l'exploitant précise la réalisation d'une surveillance à l'ouverture des travaux et à leur réception, surveillance complétée par les audits aléatoires lors des tours de site organisés à minima une fois par jour pour vérifier le respect des consignes et des bonnes pratiques. Cependant, aucun traçage de cette surveillance n'est effectué par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant prévoit la formalisation de leur bonne pratique avec la mise en place de nouveaux formulaires rattachés à la procédure complétée ou la procédure nouvelle prévue au constat n°2 ci-dessus. Ces éléments sont à transmettre à l'inspection sous un délai de un mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Organisation, formation (procédures d'urgence)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b> La formation de toute EE entrant sur site se fait via le plan de prévention, l'autorisation de travail journalière et plus spécifiquement via les consignes transmises systématiquement au moment de l'accueil au personnel intervenant en format papier. Cette information est dispensée par le responsable maintenance ou la responsable de site.  En lien avec les procédures d'urgence, le plan de prévention et les consignes demandent au personnel de l'EE de donner l'alerte, de couper les machines et de rejoindre le point de rassemblement. Aucune information n'est volontairement donnée aux EE sur le schéma d'alerte intégré au plan d'opération interne.  L'inspection relève en observation que le permis de feu peut demander la mise en place de moyens à proximité, mais ne demande pas au personnel de l'EE de disposer d'un certificat d'utilisation en conséquence. L'exploitant indique souhaiter étudier ce point dans le cadre de son travail à venir sur la procédure complétée ou nouvelle telle que demandé au 2e constat ci dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li><li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li></ul>
<b>Constats :</b> Tout personnel d'une EE est informé lors de son accueil sur le site des règles d'évacuation et de la conduite à tenir en cas d'alerte, en cohérence avec le plan d'opérations interne de l'entreprise. Cette formation se fait en particulier via les consignes de sécurité données systématiquement à toute personne entrant sur le site.  L'exploitant étudie en remplacement de ces consignes papier, la mise en place d'une mini-formation en ligne suivie d'un QCM permettant de s'assurer de la bonne lecture et de la bonne compréhension des consignes données.  En phase travaux, l'exploitant n'organise aucun exercice POI. Les EE ne sont en conséquence pas entraînées via les exercices POI organisés. Pour ces exercices, l'exploitant indique bloquer une journée pour l'ensemble du personnel hydropro, journée qu'il organise avec l'IFOP et qu'il intègre comme une formation de son personnel à la gestion des situations d'urgence. Les EE sont volontairement exclues de cet exercice, et ne sont pas non plus intégrées dans les exercices d'évacuation.  L'inspection relève que dans ces conditions l'exploitant ne réalise pas de tests des procédures mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence pour les EE.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Formation des entreprises extérieures (plan de formation, contenu, traçabilité, vérification)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> La formation de toute EE entrant sur site se fait via le plan de prévention, l'autorisation de travail journalière et plus spécifiquement via les consignes transmises systématiquement au personnel intervenant en format papier à l'accueil. Elle est dispensée par le responsable maintenance ou la responsable de site. Le contenu des formations est général et adapté aux risques des installations. Aucun justificatif de formation n'est délivré. L'exploitant peut garder la trace du suivi de cette formation par l'archivage de la fiche « consignes », mais ceci n'est pas systématique et il n'excite pas de tenue d'un registre sur ce point.  L'organisation, le contenu, la fréquence, le traçage et la vérification des connaissances de ces formations des EE ne sont pas formalisés dans une procédure.  L'exploitant précise travailler sur ce point avec l'étude de : <ul style="list-style-type: none"><li>- la possibilité de mettre en place une carte d'habilitation qui tracerait la(les) formation(s) effectuée(s) et qui donnerait une durée d'habilitation ;</li><li>- le renforcement du contenu des formations par la mise en place d'une vidéo suivie d'un QCM que chaque personne EE entrant sur le site devra visionner et compléter avant tout travaux.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas d'une liste spécifique de sous-traitants qui interviennent sur des mesures de maîtrise des risques (MMR) lors des opérations d'entretien et de maintenance des installations.</p> <p>Lorsqu'une EE intervient sur une MMR, l'exploitant précise s'assurer, comme pour les autres travaux, de la qualification adaptée du personnel intervenant. L'organisation en place ne prévoit pas d'actions spécifiques et analyse les risques de la même manière que pour les autres plans de prévention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : FDS respect des dispositions**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Règlement Reach : FDS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</li> <li>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</li> <li>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant tient à disposition l'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques présents sur le site via son outil de gestion Mercury. La mise à jour des FDS sur l'outil est assurée par le siège.</p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant fournit en visite la FDS du chlore lent - fournisseur "Steinbach" - datée du 20/03/2020. Ce produit comburant et de toxicité aiguë est constaté stocké dans le bâtiment D conformément au dossier d'exploiter d'Hydrapro. Les conditions de stockage et l'étiquetage du produit vérifiés sur site n'appellent pas de remarques de l'inspection au regard des dispositions indiquées aux rubriques 7.2 et 2.2 de la FDS fournie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet